

CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'activité économique mondiale a renoué avec la croissance à partir du deuxième trimestre 2009 grâce aux mesures tant monétaire que budgétaire mises en œuvre dès le début de la récession. L'amélioration de la confiance des chefs d'entreprises et des consommateurs et le redressement du commerce international ont favorisé cette reprise.

Néanmoins, les incertitudes entourant le caractère durable de ce redressement demeurent élevées, quoi que les risques de détérioration des perspectives économiques mondiales soient globalement équilibrés.

L'Europe et les Etats-Unis sont enfin sortis de la récession au troisième trimestre 2009 après avoir connu plusieurs trimestres de contraction. Les principales économies émergentes ont également montré des signes de croissance positive.

Les effets de base liés aux prix des matières premières et l'accroissement des capacités de production inexploitées ont maintenu les taux d'inflation à des niveaux très faibles.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance du PIB réel a été revu à la baisse au cours du troisième trimestre de l'année courante, soit 0,7% contre 0,9% prévus initialement.

Le redressement de l'activité économique américaine reflète une reprise des dépenses de consommation, dopées par les mesures de relance des pouvoirs publics, notamment les primes à la casse qui ont eu pour effet de stimuler les ventes d'automobiles et de logement.

La consommation des ménages a en effet, augmenté de 3,4% au troisième trimestre 2009 alors qu'elle s'était contractée de 0,9% au cours du second.

Les investissements résidentiels ont également progressé, leur première hausse depuis fin 2005 grâce aux primes offertes aux ménages en cas d'achat d'un appartement ou d'une maison pour la première fois.

En revanche, le déficit commercial s'est creusé au mois de septembre 2009 de 18,2%. L'ampleur du déficit est imputable essentiellement à la hausse des prix du pétrole et la détérioration du déficit de la balance sino-américaine due à un taux de change très favorable à la Chine qui lui permet de maintenir sa monnaie à un niveau artificiellement bas.

Les pressions inflationnistes demeurent faibles, l'indice des prix à la consommation a reculé de 0,2% en rythme annuel en octobre après avoir diminué de 1,3% en septembre. La baisse des prix de l'énergie sont à l'origine de cette évolution, l'indice des prix à la consommation hors énergie et alimentation s'est établi à 1,7% au mois d'octobre contre 1,5% en septembre.

Sur le plan monétaire, la FED a maintenu, comme prévu, son taux objectif des fonds fédéraux inchangé dans une fourchette allant de 0 à 0,25%.

Tout en reconnaissant l'amélioration récente des perspectives économiques, la Réserve Fédérale a déclaré qu'il reste du chemin à parcourir avant que l'économie américaine ne se rétablisse entièrement et qu'elle ne recommence à créer des emplois.

La Fed espère qu'à partir de janvier, l'économie créera à nouveau plus d'emplois qu'elle n'en détruit, les chiffres publiés par le département du travail sont encourageants, 11.000 emplois seulement ont été détruits par l'économie américaine au mois de novembre, soit dix fois moins qu'au cours du mois précédent. Ces destructions d'emplois sont les plus faibles mesurées depuis décembre 2007. De plus, le taux de chômage par rapport à la population active américaine est reparti à la baisse après les 10,2% enregistrés en octobre, le pourcentage de novembre est de 10%.

L'Europe est enfin sortie de la récession après avoir connu la pire contraction de son histoire avec un produit intérieur brut en hausse de 0,4% dans la zone euro au cours du troisième trimestre contre une baisse de 0,2% au trimestre précédent.

L'économie française a connu une progression de 0,3% de son produit intérieur brut au troisième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent. Les exportations y ont apporté une grande contribution, avec une hausse de 1,7%. En revanche, la demande intérieure a stagné.

L'indice du sentiment économique dans la zone euro s'est amélioré plus que prévu en novembre selon les chiffres publiés par Bruxelles. Cet indice, calculé par la Commission européenne affichait 88,8 en novembre contre 86,1 en octobre. Cette augmentation est la plus forte enregistrée par l'indice depuis un an, elle vient renforcer l'idée d'une reprise solide dans le futur dans la zone euro.

Les stocks ont apporté une contribution positive à la croissance du PIB au troisième trimestre de l'année et devraient continuer à y contribuer au dernier trimestre.

Les exportations nettes ont également influencé favorablement la croissance du PIB en volume de la zone euro au troisième trimestre 2009.

Par contre, les dépenses des ménages sont restées faibles au troisième trimestre. La croissance de la consommation privée, par opposition au dynamisme de la consommation publique, a reculé de 0,2% en rythme trimestriel de juillet à septembre 2009, tandis que les ventes de détail ont diminué de 0,5%.

L'investissement a continué d'influencer négativement la croissance économique au troisième trimestre 2009, en enregistrant un retrait de 0,4 % en rythme trimestriel. Cela dit, ce taux reste relativement moins élevé que celui du second trimestre (-1,7%).

Comme prévu, l'inflation est enfin redevenue positive au mois de novembre après cinq mois d'affilée de baisse grâce à une hausse des prix plus forte que prévue en novembre en rythme annuel, soit 0,5% alors que les économistes s'attendaient sur une augmentation de l'inflation de seulement 0,4% en raison de la montée des prix pétroliers.

Il est à noter que le conseil des gouverneurs, réuni le 03 décembre dernier, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE en soulignant que le niveau actuel des taux d'intérêt demeure approprié et que l'évolution des prix devrait rester modérée.

L'économie nipponne s'est redressée au cours du troisième trimestre 2009. Le PIB réel s'est accru de 1,2% contre 0,7% au trimestre précédent, soit sa plus forte ascension depuis deux ans et demi. Cependant, les économistes estiment que cette croissance devrait être revue à la baisse à partir du premier trimestre 2010, ils prévoient une hausse de seulement 0,1%.

Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers

L'activité a été tirée principalement par la demande intérieure et les exportations nettes, notamment celles destinées vers la Chine qui est devenue le premier partenaire commercial du Japon, loin devant les Etats-Unis.

Les mesures de relance budgétaire estimées à plus de 560 milliards de dollars, qui ont jusqu'ici soutenu la reprise de l'Archipel, vont très probablement voir leurs effets s'estomper en 2010.

Après avoir progressé durant neuf mois consécutifs, l'indice de confiance des ménages a stagné au mois d'octobre. Leur moral a été mis à mal à cause du chômage et le vieillissement de la population. De plus, les salariés risquent de voir leurs primes de fin d'année fortement diminuées ou carrément supprimées.

L'investissement résidentiel a continué de baisser substantiellement, enregistrant un retrait de 7,7% tandis que les investissements des entreprises ont renoué avec la croissance pour la première fois depuis six trimestres en affichant une hausse de 1,6%.

L'indice des prix à la consommation a reculé de 2,5% au mois d'octobre 2009 après une baisse de 2,2% au mois de septembre. Cette déflation est imputée largement aux effets de base liés aux cours des produits pétroliers et la sous exploitation des capacités de production.

La Banque du Japon devrait lutter contre cette déflation en s'engageant fermement à maintenir les taux d'intérêt à leur très bas niveau actuel et à agir efficacement par des mesures quantitatives. Lors de sa réunion du 20 novembre 2009, la Banque du Japon a décidé de laisser inchangé à 0,1% son principal taux directeur.

La Chine a affiché une croissance économique de 8,9% au troisième trimestre 2009 contre 7,1% au premier semestre grâce aux plans de relance monétaire et budgétaire qui ont entraîné une hausse importante de la demande intérieure aussi bien l'investissement que la consommation qui ont progressé respectivement aux taux de 7,7% et 4% entre janvier et septembre 2009.

Cette évolution a favorisé une reprise rapide des importations dopées par la demande de matières premières, tandis que les exportations ont fait preuve de faiblesse et ne retrouveront leur rythme d'avant la crise que très lentement.

Les variations mensuelles de l'inflation sont est devenues positives après avoir observé une tendance négative pendant plusieurs mois.

La politique monétaire est restée accommodante en dépit des restrictions au crédit bancaire spécifiques à certains secteurs.

Source : Banque Centrale Européenne, OCDE et EUROSTAT.